



## **SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES**

**Association Loi 1901**

9 bis, avenue Jean Jaurès  
78000 VERSAILLES

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Le 11 juin 2025



# SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES

Exercice clos le 31 décembre 2024

## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'Association SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier de l'Association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

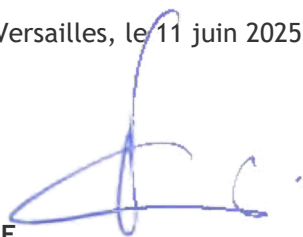
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 11 juin 2025.



**BDO IDF**  
**Représenté par Cora DENIS**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre**

# 1. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024

## 1.1.Le Bilan de l'Association au 31 décembre 2024

A C T I F		2024			2023
		Montant Brut	Amort. et prov.	Montant Net	Montant Net
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Autres Immobilisations incorporelles		1 103 452	769 907	333 546	318 464
Immobilisations Incorporelles en cours		237 137		237 137	320 491
Immobilisations Corporelles					
Terrains		1 545 098	319 883	1 225 215	1 165 276
Constructions		24 397 997	12 629 223	11 768 774	11 716 359
Installations techniques, matériel et outillage		441 418	325 918	115 500	128 927
Autres Immobilisations Corporelles		13 229 555	8 956 443	4 273 113	4 152 987
Immobilisations Corporelles en cours		392 799		392 799	798 841
Avances et acomptes sur immobilisations		49 551		49 551	70 039
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations et créances rattachées à des participations		1 019 310	99 900	919 410	1 019 310
Autres titres immobilisés		9 748 875		9 748 875	11 034 506
Prêts		685 834		685 834	555 172
Autres Immobilisations financières		368 334		368 334	351 866
TOTAL I		53 219 359	23 101 273	30 118 086	31 632 237
Actif circulant					
Stocks et en-cours		26 265		26 265	182
Avances et acomptes versés sur commande		81 495		81 495	64 606
Créances					
Créances redevables et comptes rattachés		3 729 312	409 578	3 319 734	3 540 522
Créances reçues par legs ou donations		439 153		439 153	619 637
Autres créances		10 638 897	80 100	10 558 797	6 353 166
Valeurs mobilières de placement		314 334		314 334	314 340
Disponibilités		4 039 498		4 039 498	6 397 925
Charges constatées d'avance		217 541		217 541	223 733
TOTAL II		19 486 496	489 678	18 996 819	17 514 111
Charges à répartir sur plusieurs exercices		TOTAL III			
Primes de remboursement des obligations		TOTAL IV			
Ecart de conversion (actif)		TOTAL V			
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+)		72 705 855	23 590 951	49 114 904	49 146 349

P A S S I F	2024	2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	5 481 244	5 481 244
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 416	3 416
<b>Ecart de réévaluation</b>	429 514	429 514
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	13 714 545	14 010 068
Autres réserves	2 720 593	2 483 499
<b>Report à nouveau</b>		
RAN associatif	233 872	-822 953
RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification	1 161 008	1 222 515
RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée	-3 507 720	-3 688 136
RAN constitué de charges rejetées	-545 329	732 482
<b>Résultat de l'exercice</b>	102 497	-14 197
<b>Situation nette - sous total</b>	<b>19 793 641</b>	<b>19 837 453</b>
<b>Autres fonds associatifs</b>		
<b>Fonds propres consommables</b>		
Subventions d'investissement	6 954 263	6 782 607
Provisions réglementées	2 646 530	2 626 896
<b>Sous Total</b>	<b>9 600 793</b>	<b>9 409 503</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>29 394 433</b>	<b>29 246 956</b>
<b>Provisions</b>		
<b>Provisions pour Risques</b>	2 178 111	2 350 528
<b>Provisions pour Charges</b>	1 859 120	1 762 764
<b>TOTAL II</b>	<b>4 037 231</b>	<b>4 113 293</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
<b>Fonds dédiés</b>	3 666 763	3 742 076
<b>Fonds reportés liés aux legs ou donations</b>		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 666 763</b>	<b>3 742 076</b>
<b>Dettes</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	1 738 359	1 878 568
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>	86 735	85 314
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>		12 118
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	1 594 478	1 690 448
<b>Dettes des legs ou donations</b>		
<b>Dettes sociales et fiscales</b>	7 267 101	7 194 790
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>	350 921	263 475
<b>Autres dettes</b>	416 370	161 574
<b>Instruments de trésorerie</b>		
<b>Produits constatés d'avance</b>	562 512	757 737
<b>TOTAL IV</b>	<b>12 016 476</b>	<b>12 044 024</b>
<b>Ecart de conversion (passif)</b>	<b>TOTAL V</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>49 114 904</b>	<b>49 146 349</b>

## 1.2. Le Compte de résultat de l'Association au 31 décembre 2024

PRODUITS	2024	2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
<b>Cotisations</b>	1 855	1 175
<b>Ventes de biens et services</b>		
- ventes de biens		
- ventes de prestations de service	2 685 336	2 531 799
<b>Production vendue</b>		
- prestations de services		
- divers		
<b>Production immobilisée</b>	70 853	73 787
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
- concours publics et subventions d'exploitation	59 159 385	57 253 919
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
- ressources liées à la générosité du public	28 801	47 272
- contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	1 515 991	1 876 624
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	672 277	732 596
<b>Autres produits</b>	931 175	988 371
<b>TOTAL I</b>	<b>65 065 671</b>	<b>63 505 544</b>
<b>Produits financiers</b>		
<b>De participations et des immobilisations financières</b>	277 095	230 922
<b>Revenus des valeurs mobilière de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers</b>	199 495	82 485
<b>Différences positives de change</b>		
<b>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</b>		
<b>Reprises sur provisions</b>		
<b>TOTAL II</b>	<b>476 590</b>	<b>313 407</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
<b>Sur opérations de gestion</b>		
- exercices antérieurs	235 341	379 201
- transferts de charges	649 484	251 618
<b>Sur opérations en capital</b>	623 197	1 068 947
<b>Reprises sur provisions</b>		
- reprises sur provisions réglementées : réserve de trésorerie		
- reprises sur provisions réglementées : réserve des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions	7 399	
<b>TOTAL III</b>	<b>1 515 421</b>	<b>1 699 766</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>67 057 683</b>	<b>65 518 717</b>
<b>RESULTAT DEBITEUR = Déficit</b>		<b>14 197</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>67 057 683</b>	<b>65 532 914</b>

C H A R G E S	2024	2023
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	2 426 216	2 655 575
Services extérieurs et autres	11 530 767	11 482 079
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
- sur rémunérations	3 185 830	3 048 345
- autres	228 719	178 045
Charges de personnel		
- salaires et traitements	29 996 666	29 109 253
- charges sociales	13 830 939	13 116 910
Dotations aux amortissements et provisions		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	2 390 001	2 104 402
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	274 883	200 280
- pour risques et charges d'exploitation	1 287 847	1 315 276
Reportes en fonds dédiés	545 652	452 565
Autres charges	646 193	918 901
<b>TOTAL I</b>	<b>66 343 714</b>	<b>64 581 631</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et provisions	99 900	
Intérêts et charges assimilés	41 308	45 395
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobil. de placement		
<b>TOTAL II</b>	<b>141 208</b>	<b>45 395</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	2 448	11 845
Exercices antérieurs	132 671	179 823
Sur opérations en capital	196 520	550 037
Dotations aux amortissements et provisions		
- dotations aux provisions réglementées : réserve de trésorerie		
- dotations aux provisions réglementées : réserve des plus-values	27 033	88 688
<b>TOTAL III</b>	<b>358 672</b>	<b>830 394</b>
Impôts sur les sociétés	111 593	75 494
<b>TOTAL IV</b>	<b>111 593</b>	<b>75 494</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>66 955 186</b>	<b>65 532 914</b>
<b>RESULTAT CREDITEUR = Excédent</b>	<b>102 497</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>67 057 683</b>	<b>65 532 914</b>



## 2. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

### 2.1.DESCRPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

La Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent, et de l'Adulte en Yvelines (SEAY), est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, qui se mobilise depuis 1876, pour venir en soutien et en protection aux personnes en difficulté (enfants, adolescents et adultes). L'éducation, l'accès au logement, aux soins, à l'autonomie, à la culture, l'inclusion sociale et professionnelle sont ses priorités. Elle forme, par ailleurs, de nombreux professionnels et futurs professionnels aux métiers du secteur social et médico-social.

Chaque année la SEAY accompagne environ 6 000 personnes. Ses 36 établissements et services, sont répartis sur l'ensemble du territoire des Yvelines.

Sa volonté, de prendre en compte la personne dans sa globalité et de co-construire avec elle un parcours sans rupture, l'a conduite à se réorganiser par champs d'intervention en 2018 et à créer des fonctions transversales de coopération pour faciliter le décroisement des services, un langage commun et faciliter des réponses croisées, adaptées aux besoins.

### 2.2.REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### 2.2.1. Faits marquants

- ✓ **Renouvellement des CPOM CD & ARS** : L'année 2024 marque la 1<sup>ère</sup> année du renouvellement des CPOM avec l'ARS et le Conseil Départemental. Les négociations pour le renouvellement se sont déroulées sur le 2<sup>e</sup> semestre 2023. Le CPOM renouvelé pour la période 2024-2028 a été signé avec le Conseil Départemental des Yvelines le 24 janvier 2024 et avec l'ARS le 21 décembre 2023.
- ✓ **Placement Familial** : Lors du renouvellement du CPOM CD, il a été convenu d'un commun accord avec le Conseil Départemental des Yvelines de "sortir " le Placement familial du périmètre du CPOM. Une convention annuelle a été mise en place avec le Département à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- ✓ **Séjour étendu** : L'arrêté du 25 juin 2024, étendu par l'arrêté du 5 août 2024, relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les ESMS privés à but non lucratif, généralise la prime Séjour aux personnels qui n'en ont pas bénéficié jusqu'alors (personnels des services administratifs, généraux ...), avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le Séjour étendu est donc versé à l'ensemble des salariés conformément aux dispositions réglementaires.
- ✓ **Projets immobiliers** : Acquisition pour 2,2 millions d'euros d'un Hôtel à Rambouillet via la SCI Mermoz Chantiers, filiale à 99.9% de la Sauvegarde des Yvelines.
- ✓ **Subvention Séjour Numérique** : Dans le cadre du Séjour Numérique financé par l'ARS, attribution d'une subvention d'investissement de 911 k€ (grappe SEAY /SEAY75/ Association Devenir) pour la mise en conformité ou l'acquisition du Dossier Unique Informatisé. La part revenant à la Sauvegarde des Yvelines est de 644 k€.
- ✓ **Rédaction et mise en œuvre du Projet Associatif 2024-2029** :

*L'ensemble de ces événements s'est déroulé dans le contexte de poursuite du processus de mise en conformité avec le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).*

### 2.2.2. Les évènements post clôture

Aucun évènement intervenu postérieurement à la clôture n'a d'incidence sur l'appréciation des comptes arrêtés au 31 décembre 2024.

### 2.2.3. Perspectives

- ✓ **Création d'une structure « Lits Halte Soins Santé »** : La Commission du 5 février 2024 confirme que la candidature de la Sauvegarde des Yvelines a été retenue par l'ARS dans le cadre de la réponse à Appel A Projet pour la création d'une structure « Lits Halte Soins Santé » (LHSS) de 25 places.
- ✓ **Projet de Convention collective unique étendue (CCUE)** : Le projet de création d'une Convention Collective Unique Etendue au secteur est à l'étude. Il a pour ambition de se substituer aux conventions collectives existantes. L'objectif est de répondre aux enjeux majeurs du secteur : assurer l'attractivité du secteur, promouvoir des dispositifs de rémunération équitables et suffisants, prendre en compte les spécificités de certains secteurs, instaurer une dimension prospective aux emplois et aux compétences. Les négociations n'ont pas abouti et doivent se poursuivre en 2025.
- ✓ **Migration du système d'information RH** : Le projet de migration s'est déroulé tout au long de l'année 2024, pour une mise en production au 1<sup>er</sup> janvier 2025 sur l'outil Paie FIRST de l'éditeur CEGI.

### 2.2.4. Principes généraux et référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont caractérisés par les données suivantes :

• Total du bilan	49 115 k€
• Total des charges	66 955 k€

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2019-04: relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico -sociaux relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements n°99-01 et n°99-03 du CRC ;

- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2018-06 pour fixer le cadre comptable du secteur non lucratif.

## 2.2.5. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan - ACTIF

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La dépréciation des éléments du bilan est prise en compte le cas échéant par l'intermédiaire de provisions spécifiques.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles enregistrent l'acquisition des droits d'utilisation des logiciels de gestion amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

- Bâtiments & constructions 30 ans à 50 ans
- Agencements & installations 10 ans à 30 ans
- Matériels et outillages 5 ans à 10 ans
- Matériels de transport 6 ans
- Mobilier 5 ans à 10 ans
- Matériels de bureau 5 ans à 10 ans
- Matériels informatiques 3 ans

## **Filiales et participations**

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).</b>	<b>1 020 100</b>			<b>1 018 700</b>		<b>7 004 783</b>		<b>859 479</b>	<b>-190 548</b>		
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société).											
Filiales (SCI 1 BIS RUE LOUIS MASSOTTE A BUC)	100 000	0	99.5%	99 500	0	0	0	195 791	-13 392	0	...
Filiales (SCI JAURES KESSEL)	100 000	0	99.5%	99 500	0	150 296	0	76 642	6 161	0	...
Filiales (SCI MERMOZ CHANTIERS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	4 614 371	0	475 661	-54 649	0	...
Filiales (SCI BRIAND LES MUREAUX)	100 000	0	99.9%	99 900	0	533 000	0	9 200	-87 726	0	...
Filiales (SCI DU MANTOIS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	1 705 349	0	84 844	-22 210	0	...
Filiales (SCI FORGEZ)	520 100	0	100.0%	520 000	0	1 768	0	17 341	-18 732	0	Première date de clôture 31/12/2024
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	...
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.</b>											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0			0	...
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises				0	0	0	0			0	...
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...

### **La SCI 1 Bis rue Louis Massotte, filiale à hauteur de 99.50% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -13 k€ en 2024. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2024 pour 196 k€ conformément au bail.

### **La SCI Jaurès Kessel, filiale à hauteur de 99.50% de l'association**

La SCI dégage un excédent de 6 k€ en 2024. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2024 pour 77 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie consentie sur les fonds propres de l'association en 2016 pour 150 k€ est maintenue au bilan en 2024. Cette avance ne sera pas rémunérée.

### **La SCI Mermoz Chantiers, filiale à hauteur de 99.90% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -55 k€ en 2024. Des loyers ont été comptabilisés pour la période de janvier à décembre 2024 pour 476 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association en 2019 pour 2 114 k€ et un remboursement de 500 k€ a eu lieu en 2024. Cette avance n'est pas rémunérée.

Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association en 2024 pour 3 000 k€, pour permettre le financement de l'acquisition d'un local commercial à usage d'hôtel à Rambouillet. Cette avance fait l'objet d'une rémunération au taux de 3%. Le remboursement interviendra à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### **La SCI Briand Les Mureaux, filiale à hauteur de 99.90% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -88 k€ en 2024. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2024 pour 9 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association pour 133 k€ en 2019 et pour 100 K€ en 2022. Cette avance ne sera pas rémunérée.

Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association en 2024 pour 300 k€, pour permettre le financement de l'essentiel des immobilisations de ce projet situé aux Mureaux. Cette avance fait l'objet d'une rémunération au taux de 3%. Le remboursement interviendra à compter du 31 mars 2026.

Suite à la décision d'arrêt du projet de construction / rénovation du bâtiment, les coûts ont été provisionnés dans la SCI. Les parts de SCI et le compte courant avec la Sauvegarde sont provisionnés dans les comptes de la Sauvegarde à hauteur des capitaux propres négatifs au 31 décembre 2024, soit 180 k€.

### **La SCI Du Mantois, filiale à hauteur de 99.90% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -22 k€ en 2024. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2024 pour 85 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie par le Bureau de l'association pour 1 509 k€ (délibération du 15 octobre 2022), dont 1 000 k€ font l'objet d'une rémunération au taux de 1.49%. Remboursement de capital de 44 k€ sur 2024 et intérêts de 14 k€ en 2024.

### **La SCI Forgez, filiale à hauteur de 100% de l'association**

La SCI Forgez est créée en novembre 2023. Le 1<sup>er</sup> exercice comptable de cette SCI est fixé statutairement sur la période allant du 28 novembre 2023 au 31 décembre 2024.

La SCI dégage un déficit de -19 k€ en 2024. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2024 pour 17 k€ conformément au bail.

## **2.2.6. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du Bilan - PASSIF**

### ***Fonds propres***

Les fonds propres comprennent notamment :

#### **Les valeurs du patrimoine intégré**

Elles correspondent au montant calculé par différence entre l'actif et le passif pour l'établissement du premier bilan de l'association lors du passage d'une comptabilité « recettes/dépenses » à une comptabilité d'engagement. Ces opérations se sont réalisées dans l'association lors de l'application du plan comptable 1957.

## **Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme**

Ces subventions sont maintenues au passif du bilan dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise. Celles-ci sont considérées comme des apports en capital, à maintenir durablement au bilan.

## **Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés**

Les legs et donations sont enregistrés à la date de transfert de propriété pour les immeubles. Par assimilation, les immeubles ou terrains acquis au moyen du produit de legs financiers sont traités selon la même méthode.

## **Report à nouveau sous contrôle des financeurs**

Les résultats sous contrôles de tiers financeurs sont comptabilisés en Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification. La majorité des établissements et services sont sous contrôle des financeurs. Ils sont soumis à des règles de fonctionnement propres à la réglementation publique, traduits dans les comptes administratifs / Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) qui servent de base à leur financement. Les soldes excédentaires ou déficitaires concernant ces établissements et services sont, en principe, repris par les financeurs en N+1 ou N+2. Ils sont donc assimilés à des dettes et des créances à leur égard et n'entrent pas dans le résultat acquis à l'association. Toutefois, à la clôture de l'exercice ils restent inscrits dans le compte de résultat.

Dans le cadre des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, le principe de libre affectation du résultat par l'organisme gestionnaire s'applique, dans la limite de 5% de la base reconductible, et dans le respect des principes d'affectation prioritaire : compensation des déficits, financement des investissements, compensation des charges d'amortissement, réserves de trésorerie, report à nouveau excédentaire.

Les charges à financement différé correspondent au report de dettes pour congés à payer, des provisions pour retraites, pour Compte Epargne Temps et pour litiges. Elles ne sont, en général, pas admises dans les comptes administratifs / ERRD soumis au contrôle des financeurs, et sont intégrées dans les comptes agrégés de l'association.

## ***Autres fonds Associatifs***

Ces fonds comprennent notamment :

## **Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme**

Sont inscrites à ce poste, les subventions reçues utilisées pour l'acquisition d'un actif, dont le renouvellement n'est pas envisagé. L'association inscrit à ce compte principalement, les subventions « taxes d'apprentissage » reçues par les établissements habilités à la percevoir, ainsi que les subventions d'investissement pour des travaux. Celles-ci font l'objet d'une reprise au résultat, en produit d'exploitation, proportionnellement à la dotation aux amortissements et sur la durée de vie des biens qu'elles financent.

## ***Méthodes de valorisation des provisions pour risques et charges***

### **Provisions liées aux retraites**

Conformément à l'avis N°00-A du 6 juillet 2000 du comité d'urgence du CNC, l'association a opté pour la possibilité de comptabilisation partielle des engagements retraites.

Les indemnités de départ à la retraite sont prises en compte :

- D'une part, sous forme d'une dotation aux provisions inscrite au compte de résultat pour son montant cumulé au passif du bilan. Ce montant correspond aux indemnités dues aux salariés âgés de 59 ans et plus ;
- D'autre part, sous forme d'un engagement hors bilan pour les sommes dues aux autres salariés dont les indemnités n'ont pas fait l'objet de la provision précitée. (Cf. 2.5.1)

### **Provisions liées aux litiges**

L'ensemble des événements concernant les dossiers prudhommaux survenant après le 31 janvier N+1, date d'arrêté des comptes dans les établissements, sont constatés sur l'exercice suivant.

### ***Méthode de valorisation de cotisations du Contrat Collectif de Prévoyance CPM – BUC ressources***

Il n'y a pas eu de modification par rapport aux exercices précédents.

### **2.2.7. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat**

#### ***Subventions de fonctionnement***

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de la réglementation comptable et à l'ANC 2018-06.

La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance ».

L'octroi de la subvention est formalisé par la signature de conventions ou arrêtés entre les financeurs et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions
- des conditions résolutives relatives à la non-utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non levée n'est pas acquise et n'est pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutive ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

#### ***Produits des séjours***

Ce compte enregistre les opérations des frais de séjour de tous les établissements et services concernés. Il comprend :

- Les journées facturées,
- Les journées réalisées en attente de facturation.

## 2.3.NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF

IMMOBILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS	RECLASSEMENT	VALEUR BRUTE FIN d'exercice
INCORPORELLES	FRAIS ETABLISSEMENT					
	<b>TOTAL 1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
	Autres immobilisations incorporelles	1 012 103	20 325	-1 872	72 897	1 103 452
	Immo. En cours incorporelles	320 491	298 295	-169 918	211 731	237 137
	<b>TOTAL 2</b>	<b>1 332 594</b>	<b>318 620</b>	<b>-171 790</b>	<b>- 138 835</b>	<b>1 340 590</b>
CORPORELLES	TERRAINS	989 633	0	0		989 633
	AGCTS TERRAIN	467 106	37 454	-1 621	52 525	555 465
	CONSTRUCTIONS	5 806 229	0	0		5 806 229
	INSTALL. GENER. AGENCEMENT CONSTRUC.	17 469 926	573 119	-90 206	638 931	18 591 769
	INSTALLATIONS TECHNIQUES, OUTILLAGE	430 838	10 579	0		441 418
	AMENAGEMENT ET INSTALLATIONS DIVERSES	0				0
	MATERIEL TRANSPORT	4 060 073	599 519	-370 551		4 289 040
	MAT BUREAU & MOBILIER	3 020 976	144 793	-78 587	358	3 087 539
	INFORMATIQUE	2 785 121	195 818	-984 852	156 300	2 152 387
	AUTRES-TAXE APP	3 510 023	182 778	-96 955	104 742	3 700 588
	IMMO . CORPORELLES EN COURS	798 841	414 467	-6 487	814 022	392 799
	AVANCES ET ACOMPTES	70 039	36 517	-57 005		49 551
	<b>TOTAL 3</b>	<b>39 408 804</b>	<b>2 195 043</b>	<b>-1 686 264</b>	<b>138 835</b>	<b>40 056 418</b>
FINANCIERES	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	1 019 310	0			1 019 310
	AUTRES TITRES IMMO.	11 042 030	1 286 562	-2 579 718		9 748 875
	PRETS ET AUTRES IMMO FINANCIERES	907 037	294 402	-147 272		1 054 167
	<b>TOTAL 4</b>	<b>12 968 377</b>	<b>1 580 964</b>	<b>-2 726 990</b>	<b>-</b>	<b>11 822 352</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>53 709 775</b>	<b>4 094 627</b>	<b>-4 585 044</b>	<b>0</b>	<b>53 219 359</b>

AMORTISSEMENTS		AMORT.CUMULES DEBUT d'exercice	DOTATIONS exercice	DIMINUTION exercice	AMORT.CUMULES FIN d'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement	0			0
	<b>TOTAL 1</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
	Autres immobilisations incorporelles	693 639	77 991	1 723	769 907
	<b>TOTAL 2</b>	<b>693 639</b>	<b>77 991</b>	<b>1 723</b>	<b>769 907</b>
CORPORELLES	Terrains	0	0	0	0
	Agcts Amen Terrains	291 462	30 042	1 621	319 883
	Constructions	3 129 194	133 911	0	3 263 105
	Installations générales et agencement construction	8 430 602	943 575	8 059	9 366 118
	Installations techniques, matériel et outillage	301 911	24 006	0	325 918
	Aménagement et installations diverses	0	0	0	0
	Matériel de transport	2 191 974	582 824	314 129	2 460 670
	Matériel de bureau & mobilier	2 423 657	176 597	75 036	2 525 219
	Informatique	2 287 997	191 292	977 747	1 501 542
	AUTRES-taxi app	2 319 578	229 763	80 328	2 469 012
	<b>TOTAL 3</b>	<b>21 376 375</b>	<b>2 312 011</b>	<b>1 456 919</b>	<b>22 231 467</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>22 070 014</b>	<b>2 390 001</b>	<b>1 458 642</b>	<b>23 001 373</b>

### 2.3.1. Immobilisations incorporelles et Amortissements

Les investissements de la période portent sur l'intégration des mises à jour et développements des logiciels applicatifs.

Les immobilisations incorporelles en cours s'élèvent à 237 k€ au titre du Dossier Informatisé de la Personne Accueillie (DIPA) et de l'évolution en cours du système d'information RH.

Le DIPA a été immobilisé pour 73 k€ en date du 1<sup>er</sup> novembre 2024, au titre de la phase 1. Le logiciel Gammeo (pilotage de la maintenance et entretien des bâtiments) a, quant à lui, été immobilisé en novembre 2024 pour 12 k€.

### 2.3.2. Immobilisations corporelles et Amortissements

Les acquisitions de la période s'élèvent à 1 744 k€, et l'activation des immobilisations en cours s'élève à 953 k€. Les investissements portent essentiellement sur :

- Des travaux de transformation, rénovation et remise en état ou en conformité des sites pour 1 357 k€ dont 364 k€ au titre de la rénovation des locaux de l'ESAT Eurydice, 439 k€ pour Diapason et son Sessad, et 251 k€ pour le site de BUC (Orangerie et Résidence).
- L'acquisition de véhicules pour 600 k€ ;
- Du matériel informatique pour 352 k€ ;
- Des immobilisations en cours pour 393 k€, dont 348 k€ en lien avec la gestion du patrimoine immobilier.

### 2.3.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent principalement

- les dépôts de garantie et cautionnements versés pour 368 k€



- les titres des SCI pour 1 019 k€
- les titres immobilisés pour 1 504 k€
- les Compte Epargne Temps (CET) placés pour 900 k€
- les fonds communs de placement à moyen et long terme 325 k€
- le prêt effort construction pour 686 k€
- les comptes à terme placés pour 2 000 k€
- des produits structurés pour 5 020 k€
- diminué de la provision sur les titres de la SCI Briand Les Mureaux de 100 k€.

#### 2.3.4. Placements Financiers

Ceux-ci font l'objet d'une dépréciation si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable à la clôture.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré lors de la vente et concernent principalement des SICAV placées au CIC.

Les placements au 31 décembre 2024 sont les suivants :

K€	Placements 2023	Placements 2024	+/- Value latente	Produits 2024
Livrets	3 129,5	110,8	0,0	23,3
Titres sur CA	1 068,9	899,7	73,9	14,8
Titres portés par Optifinance	500,0	500,0	33,5	0,0
Titres portés par UGP	500,0	500,0	0,0	0,0
Titres portés par Allianz	499,5	499,5	19,8	0,0
Comptes à Terme	2 000,0	2 000,0	0,0	64,2
Produits structurés	6 150,0	5 020,0	126,6	145,1
Sicav	314,3	314,3	17,4	0,0
Bons à Moyen Terme	0,0	0,0	0,0	0,0
Livrets	985,5	888,3	0,0	29,8
Parts sociales	319,1	325,1	0,0	6,1
<b>Total placements</b>	<b>15 466,8</b>	<b>11 057,7</b>	<b>271,2</b>	<b>283,3</b>

#### 2.3.5. Etat des créances et des dettes

Au moment de leur entrée dans le bilan les créances ont été évaluées à leur valeur nominale.

CREANCES		MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
DE L'ACTIF IMMOBIL ISE	CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS		à 1 an au plus	à plus d'un an
	PRETS			
	AUTRES IMMO.FINANCIERES	368 334		368 334
DE L'ACTIF CIRCULANT	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	81 495	81 495	
	REDEVABLES et COMPTES RATTACHES	3 319 734	3 319 734	
	USAGERS COMP. RATTACHES			
	AUTRES CREANCES	10 558 797	10 373 399	185 399
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	217 541	217 541	
TOTAL		14 545 901	13 992 169	553 732

Nous retrouvons dans les autres créances les avances faites aux SCI (détaillées dans la partie Filiales et participations) et les avances faites antérieurement à l'ASY pour 77 k€ et à l'ISY pour 108 k€.

DETTES	MONTANT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 AN au plus	1 AN à 5 ANS	A + DE 5 ANS
EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPRUNTS ET DETTES ETABLISSEMENT DE CREDIT	1 738 359	134 988	492 162	1 111 209
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	86 735	5 844	80 891	
AVANCES & ACOMPTES SUR COMMANDES	0	0		
FOURNISSEURS et COMPTES RATTACHES	1 594 478	1 594 478		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	7 267 101	7 267 101		
DETTES SUR IMMO ET COMPTES RATTACHES	350 921	350 921		
DEPOTS DES HEBERGES		0		
AUTRES DETTES	416 370	416 370		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	562 512	425 533	28 985	107 995
TOTAL	12 016 476	10 195 235	602 038	1 219 203

### 2.3.6. Produits à recevoir

DOTATIONS GLOBALES	Montant accordé	Acomptes recus	A recevoir
ARS	14 085 128	13 486 654	598 474
CD78	27 744 496	27 009 037	735 459
DDETS	3 954 405	3 954 405	-
PJJ	1 762 722	1 762 722	-
TOTAL	47 546 751	46 212 818	1 333 933

SUBVENTIONS	Montant accordé	Acomptes recus	A recevoir
Région	4 181 474	4 171 474	10 000
DDETS	2 939 406	2 939 406	
CD78	104 672	103 493	1 179
MAIRIE CSP	115 660	115 660	
MAIRIE CSH	197 323	197 323	
CAF	773 324	593 749	179 575
PJJ	153 850	153 850	-
ERASMUS	61 850	43 880	17 970
DRAC	102 081	102 081	
COUR APPEL	33 000	33 000	
FONDATION DE France	111 500	74 000	37 500
SQY	10 000	10 000	
ARS	363 022	33 022	330 000
ASY	667 829	667 829	
AUTRES	33 842	33 842	
<b>TOTAL</b>	<b>9 848 833</b>	<b>9 272 610</b>	<b>576 223</b>

Les subventions accordées par convention au cours de l'exercice peuvent concerner plusieurs exercices civils et peuvent, par conséquent, être différentes des produits comptabilisés.

## 2.4.NOTE RELATIVE AU BILAN PASSIF

### 2.4.1. Fonds propres

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	5 481 244		0		5 481 244
<i>Fonds propres statutaires</i>	0				0
<i>Fonds propres complémentaires</i>	5 481 244		0		5 481 244
<i>Dons et legs</i>					
<i>Subvention d'investissement sur biens renouvelables</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
Fonds associatifs avec droit de reprise	3 416		0	0	3 416
Ecart de réévaluation	429 514		0	0	429 514
Réserves	16 493 567	202 371	638 946	-899 747	16 435 138
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	14 010 068		222 672	-518 195	13 714 545
<i>Autres réserves</i>	2 483 499	202 371	416 274	-381 551	2 720 593
<i>Excédents affectés à l'investissement</i>					
<i>Réserve de compensation</i>					
<i>Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement</i>					
Report à nouveau	-2 556 092	-216 569	2 513 223	-2 398 731	-2 658 168
<i>RAN associatif</i>	-822 953	1 071 716	135 591	-150 482	233 872
<i>RAN constitué de charges rejetées</i>	732 482	-1 187 949	0	-89 862	-545 329
<i>RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification</i>	1 222 515	-549 983	1 830 173	-1 341 696	1 161 008
<i>RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée</i>	-3 688 136	449 648	547 460	-816 691	-3 507 720
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0		0	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	-14 197	14 197	0	102 497	102 497
<b>Situation nette - sous total</b>	<b>19 837 453</b>	<b>0</b>	<b>3 152 169</b>	<b>-3 195 981</b>	<b>19 793 641</b>
Fonds propres consommables	9 409 503		787 275	-595 985	9 600 793
<i>Subventions d'investissement</i>	6 782 607		760 242	-588 586	6 954 263
<i>Provisions réglementées</i>	2 626 896		27 033	-7 399	2 646 530
<b>Sous Total</b>	<b>9 409 503</b>	<b>0</b>	<b>787 275</b>	<b>-595 985</b>	<b>9 600 793</b>
<b>TOTAL</b>	<b>29 246 956</b>	<b>0</b>	<b>3 939 444</b>	<b>-3 791 967</b>	<b>29 394 433</b>

### Réserves

#### L'augmentation des réserves de 841 k€ s'explique par :

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 206 k€ en réserve de compensation des déficits ;

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 17 k€ en réserve de compensation de charges d'amortissement ;

L'affectation de la part du résultat réalisé sur le périmètre du CPOM ARS affectée en projet associatif pour 195 k€ ;

Le reclassement des loyers du Sessad Mantois pour 221 k€ en projet associatif ;

L'affectation des salaires de remplacement pour 60 k€ et des produits financiers pour 181 k€ par l'Assemblée Générale.

#### La diminution des réserves de 900 k€ s'explique par :

La reprise par les financeurs sur les résultats antérieurs de 212 k€ en réserve de compensation des déficits ;

La reprise des réserves pour compensation des charges d'amortissement pour un montant de 85 k€ ;

La reprise sur les projets financés par l'affectation des résultats des exercices antérieurs sur le périmètre du CPOM avec l'ARS pour 375 k€, sur les projets Diapason pour 7 k€ et sur les projets financés par le crédit d'impôt de taxe sur les salaires (CITS) pour 39 k€.

### ***Report à nouveau***

**Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des activités « Economiques »**

	2020	2021	2022	2023	2024
	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat
<b>Activités "Economiques" et autres</b>					
Report à nouveau Buc Ressources	4 673	81 248	113 873	216 235	350 243
Report à nouveau Eurydice	33 394	51 789	32 646	51 990	49 750
Report à nouveau Fonds Propres+ Ecriture Conso	-978 110	-870 029	-1 209 851	-1 947 583	-813 002
Report à nouveau activités scolaires BEL AIR	1 744	1 883	1 831	1 976	1 911
Report à nouveau Chantiers Ecole ( Nvlles Charmilles)	96 444	93 485	93 526	98 200	102 546
<b>TOTAL Activités économiques</b>	<b>-841 854</b>	<b>-641 625</b>	<b>-967 974</b>	<b>-1 579 181</b>	<b>-308 553</b>
Report à nouveau Gestion contrôlée	495 648	428 672	558 716	1 227 923	957 613
Charges refusées par les financeurs	-50 920	-50 999	-80 976	-80 976	-545 329
<b>TOTAL Gestion Contrôlée</b>	<b>444 728</b>	<b>377 673</b>	<b>477 740</b>	<b>1 146 946</b>	<b>412 284</b>
<b>Total</b>	<b>-397 126</b>	<b>-263 952</b>	<b>-490 234</b>	<b>-432 235</b>	<b>103 731</b>

**Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des activités sous contrôle de Tiers Financeurs**

Résultat sous contrôle de tiers financeurs					
Nature du Report à nouveau	2020	2021	2022	2023	2024
Report à nouveau affecté à l'exercice en cours à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	-20 800	189 803	63 749	54 719	173 263
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	-86 241	-428 436	-117 304	-460 447	50 885
Résultats non affectés par les autorités tarifaires	122 384	73 843	-166 532	877 422	191 040
Report à nouveau: excédent affecté au financement des mesures d'exploitation	0	0	7 560	5 000	0
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants au financement des mesures d'exploitation	732 725	662 924	1 170 821	745 821	745 821
Report à nouveau en attente de financement ( Provisions congés à payer)	-2 644 019	-2 813 583	-3 145 436	-3 001 797	-3 154 644
Report à nouveau en attente de financement (Provisions retraites,litiges, CET)	-950 923	-978 499	-1 174 041	-885 591	-535 959
Report à nouveau en attente de financement (autres provisions)	229 526	186 150	199 252	199 252	182 883
<b>Total</b>	<b>-2 617 348</b>	<b>-3 107 798</b>	<b>-3 161 931</b>	<b>-2 465 621</b>	<b>-2 346 712</b>

#### 2.4.2. Autres fonds associatifs

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres consommables	9 409 503		787 275	-595 985	9 600 793
Subventions d'investissement	6 782 607		760 242	-588 586	6 954 263
Provisions réglementées	2 626 896		27 033	-7 399	2 646 530
<b>Sous Total</b>	<b>9 409 503</b>	<b>0</b>	<b>787 275</b>	<b>-595 985</b>	<b>9 600 793</b>

Les mouvements constatés au compte « subventions d'investissement » s'expliquent par :

- 644 k€ de subvention ESMS Numérique de l'ARS ;
- 21 k€ de bonus écologique pour l'acquisition de véhicules électriques ;
- 38 k€ au titre de subvention perçue de la région pour des travaux à Buc ;
- Reprise de quote part de subvention d'investissement pour 510 k€.

Les variations constatées au compte « provisions règlementées » s'expliquent par :

- Des plus-values de cessions pour 20 k€.

## Résultats Budgétaires par Etablissements et par Services

2024	RESULTAT COMPTABLE	Résultat N-2	Compensation charges d'amortissement C/106857	Mesures Exploitations Nouvelles C/115030	Projets associatifs C/106880	RESULTAT ECONOMIQUE	DOTATION PROVISION RETRAITE	CONGES PAYES	RESULTAT ADMINISTRATIF PROVISOIRE
RÉGUL CONSO	468 487				19 865	488 352			488 352
FONDS PROPRES	357 606					357 606			357 606
SIEGE	70 153		4 373			74 526	47 238	35 276	157 040
LES MARRONNIERS	56 999	-	9 786			47 213	33 575	13 638	0
NOUV CHARMILLES - FOYER	16 417	-	8 627			7 791	3 136	4 655	0
S/TOTAL Hébergement - Situations Complexes	73 417	-	18 413	-		55 004	36 711	18 293	0
SAVA - SEMI-AUTONOMIE	15 384	-	-	-	-	15 384	10 876	4 508	0
NOUV CHARMILLES - SEMI-AUTONOMIE	24 367	-	-	-	-	24 367	5 642	18 725	0
EMERGENCE - SEMI AUTONOMIE	988	-	-	-	-	988	17 404	16 416	0
S/TOTAL Semi Autonomie - Situations Complexes	40 739	-	-	-	-	40 739	33 922	6 817	0
LATITUDES 78	3 222	-	-	-	-	3 222	7 009	3 787	0
S/TOTAL Situations Complexes	3 222	-	-	-	-	3 222	7 009	3 787	0
LES MARRONNIERS - Ecole Interne	163 382	-	-	-	-	163 382	13 343	2 495	179 220
EMERGENCE - SEPJ	15 247	-	626	-	-	15 873	-	3 908	11 965
PPI Les Nouvelles Charmilles	5 504	-	-	-	-	5 504	-	21 241	26 745
CLASSE DEPART	8 493	-	-	-	-	8 493	7 343	3 354	19 190
S/TOTAL Accueils De Jour	181 619	-	626	-	-	182 245	20 686	19 300	183 630
A.E.M.O	62 450	-	3 750	-	-	66 200	48 788	6 065	108 923
S/TOTAL AEMO CLASSIQUE ET INTENSIVE	62 450	-	3 750	-	-	66 200	48 788	6 065	108 923
SERVICE ACCOMPAGNEMENT	1 337	-	-	-	-	1 337	-	-	1 337
SEP	111 843	-	-	-	-	111 843	4 368	11 902	128 113
S/TOTAL AEMO renforcé	113 179	-	-	-	-	113 179	4 368	11 902	129 450
AESF	614	-	-	-	-	614	-	614	0
FOYER SAINT NICOLAS	23 164	-	1 833	-	-	21 331	12 058	9 273	0
SYRMA	118 626	-	-	-	-	118 626	-	15 108	133 734
EQUIPE MOBILE	15 585	-	-	-	-	15 585	53	15 637	0
DIAPASON	9 639	-	9 175	-	-	18 814	158	18 971	0
S/TOTAL CPOM-ASE	359 943	-	33 796	-	-	393 739	163 751	1 753	555 737
PLACEMENT FAMILIAL Spécialisé	585 194	-	13 220	-	-	571 973	95 083	6 512	470 378
PREVENTIONS CONFLANS	6 245	-	-	-	-	6 245	-	8 478	14 723
ARPE	57 394	-	-	-	-	57 394	-	3 996	53 398
S.J.I.E	40 511	22 890	679	-	-	16 942	-	14 777	2 165
STAGE DE CITOYENNETE	103 463	-	-	-	-	103 463	-	2 696	100 767
S.R.P.	18 705	22 747	-	-	-	4 042	-	1 849	2 193
S/TOTAL Autres Protection enfance	592 097	45 637	13 900	-	-	532 561	95 083	29 218	408 260
TOTAL PROTECTION DE ENFANCE	232 154	45 637	47 696	-	-	138 822	258 835	27 465	147 478
SESSAD	10 846	-	951	-	-	11 797	-	12 340	24 137
CMPP	27 915	-	3 472	-	-	24 443	-	21 047	3 396
BEL AIR	52 377	-	-	-	-	52 377	-	2 735	49 642
Insertion du BEL AIR	16 589	-	-	-	-	16 589	-	2 022	14 567
ITEP JEANNE CHEVILLOTTE	53 813	-	4 098	-	165 713	223 625	-	8 633	232 258
SESSAD du Mantois	23 730	-	-	-	-	23 730	-	4 103	27 833
ESAT EURYDICE Budget Social	42 348	-	-	-	-	42 348	-	14 604	27 744
SESSAD DIAPASON	64 259	-	-	-	-	64 259	-	3 809	60 450
S/TOTAL CPOM ARS	13 420	-	8 521	-	165 713	187 654	-	61 675	249 329
INFO - SOINS	4 779	127 626	9 691	-	-	142 095	-	14 810	156 905
TOTAL MEDICO-SOCIAL	18 198	127 626	18 212	-	165 713	329 749	-	76 485	406 234
CHAT CHRS	46 052	-	2 000	-	-	44 052	-	14 339	29 713
CRECHE du CHAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
HOTEL SOCIAL St Benoît Labre CHRS	9 039	-	-	-	-	9 039	-	4 400	13 439
HOTEL SOCIAL DU PARC CHRS	61 853	-	-	-	-	61 853	-	3 312	65 165
HOTEL SOCIAL DU PARC CHU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MEDIANES MLJ	18 598	-	-	-	-	18 598	-	2 669	21 267
S/TOTAL CPOM DDETS	6 241	-	2 000	-	-	8 241	-	19 382	27 623
ACCUEILLIR : INSERTION - ASLL	5 636	-	-	-	-	5 636	-	-	5 636
ACCUEILLIR : URGENCE	25 960	-	-	-	-	25 960	-	-	25 960
ACCUEILLIR : FVV - OLYMPE	4 186	-	-	-	-	4 186	-	-	4 186
ACCUEILLIR : FSH - ALTHO	27 679	-	-	-	-	27 679	-	-	27 679
MATERN'ELLES	52 195	-	-	-	-	52 195	-	-	52 195
LOG'HAUT	3 356	-	-	-	-	3 356	-	-	3 356
CAP SANTE	72 094	-	-	-	-	72 094	-	-	72 094
TOTAL LCE	81 685	-	2 000	-	-	83 685	-	19 382	103 067
BUC RESSOURCES	210 590	-	-	-	-	210 590	-	-	210 590
BUC RESSOURCES	252 475	-	-	-	-	252 475	-	-	252 475
NOUVELLE CHARMILLE - CHANTIER ECOLE	2 719	-	-	-	-	2 719	-	-	2 719
BEL-AIR Caisse Ecole	282	-	-	-	-	282	-	-	282
ESAT EURYDICE - SECTION ECONOMIQUE	9 404	-	-	-	-	9 404	-	-	9 404
PLAJ	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SEAY - ACTIVITES FISCAUSEES	8	-	-	-	-	8	-	-	8
TOTAL SECTION ECONOMIQUE	53 733	-	-	-	-	53 733	-	-	53 733
TOTAL	102 496.53	173 263	72 281	-	185 578	533 618	306 073	158 608	998 299

### 2.4.3. Résultats comptables 2024

#### *Formation du résultat*

	2020	2021	2022	2023	2024
1 / Résultat comptable - Gestion Contrôlée	719 269	-71 504	-499 688	-505 533	-132 271
2 / Résultat comptable - Frais de Siège	87 796	13 954	-22 364	-243 359	70 153
3 / Résultat comptable - Gestion libre	-434 387	-159 228	-441 237	598 651	110 881
4/ Résultat comptable - Autres Activités	92 148	13 473	126 525	136 044	53 733
<b>Résultat net comptable</b>	<b>464 827</b>	<b>-203 305</b>	<b>-836 764</b>	<b>-14 197</b>	<b>102 497</b>

La gestion libre comprend les résultats des fonds propres de l'association ainsi que celui du dossier de consolidation.

#### *Gestion contrôlée : Passage du résultat comptable au résultat administratif*

Les résultats de la gestion contrôlée, soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

2024	Gestion contrôlée	Frais de siège	Total gestion contrôlée
<b>Resultat comptable</b>	<b>-132 271</b>	<b>70 153</b>	<b>-62 118</b>
Réintégration des résultats antérieurs	173 263	0	173 263
Réintégration des réserves de compensation de charges d'amortissement	67 908	4 373	72 281
Réintégration des réserves de compensation des mesures nouvelles	0	0	0
Réintégration des projets associatifs	165 713	0	165 713
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	382 167	82 514	464 681
<b>Résultat administratif</b>	<b>656 779</b>	<b>157 040</b>	<b>813 819</b>

#### *Tableau explicatif du résultat administratif*

	2024
<b>A - Résultat administratif : Gestion Contrôlée &amp; Frais de siège</b>	<b>813 819</b>
Résultat Gestion libre	-357 606
Résultat Conso	488 352
<b>B - Résultat - Gestion Libre</b>	<b>130 746</b>
Résultat Buc Ressources	41 885
Résultat activités Eurydice	9 404
Résultat activités scolaires	2 445
<b>C - Résultat - Autres Activités</b>	<b>53 733</b>
<b>Total général (A+B+C)</b>	<b>998 299</b>



### Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	102 497	- 14 197
Reprise du résultat antérieur	173 263	52 197
Compensation charges d'amortissement	72 281	88 236
Mesures Exploitations	-	5 000
Projet associatif	185 578	420 737
Dotation retraite	306 073	100 016
Congés payés	158 608	162 949
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL (Résultat Administratif)</b>	<b>998 299</b>	<b>814 937</b>
<i>Dont résultat sous gestion propre</i>	<i>184 480</i>	<i>773 880</i>
<i>Dont résultat sous gestion contrôlée et Frais de siège</i>	<i>813 819</i>	<i>41 057</i>

#### 2.4.4. Réserves réglementées et provisions

Nature des provisions et réserves		Solde au début de l'exercice	Dotations exercice	Reprises exercice	Montant de fin d'exercice
RESERVES	RESERVES REGLEMENTEES				
	-INVESTISSEMENT	12 862 675	657 830	420 737	13 099 769
	-COMPENSATION	3 193 401	222 672	518 195	2 897 878
	-TRESORERIE	286 731	0	0	286 731
	AUTRES RESERVES	150 760	0	0	150 760
	RESERVE DE TRESORERIE	756 275	0	0	756 275
	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0			0
	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'ACTIF	1 870 621	27 033	7 399	1 890 255
	<b>TOTAL 1</b>	<b>19 120 463</b>	<b>907 536</b>	<b>946 331</b>	<b>19 081 668</b>
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS POUR LITIGE	442 969	67 782	300 469	210 282
	PROVISIONS POUR RETRAITE	1 636 093	406 627	310 271	1 732 449
	PROVISIONS TRAVAUX & GROSSES REPAR	126 671	0	0	126 671
	PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	1 907 560	743 419	683 149	1 967 830
	<b>TOTAL 2</b>	<b>4 113 293</b>	<b>1 217 828</b>	<b>1 293 889</b>	<b>4 037 231</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES , CORPORELLES & FINANCIERES	7 524	99 900	7 524	99 900
	SUR STOCKS ET ENCOURS	0	0	0	0
	SUR COMPTES CLIENTS	392 766	274 883	177 971	489 678
	AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0
	<b>TOTAL 3</b>	<b>400 290</b>	<b>374 783</b>	<b>185 495</b>	<b>589 578</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 634 046</b>	<b>2 500 147</b>	<b>2 425 715</b>	<b>23 708 477</b>

#### Commentaires sur les provisions

##### Provisions pour Risques et Charges

La provision pour risque de litiges concerne les litiges à caractère prud'homal.

La provision destinée à couvrir les risques à caractère d'exploitation s'élève à 1 968 k€ au 31 décembre 2024.

#### 2.4.5. Fonds dédiés

Nature des fonds dédiés	Solde au début de l'exercice	Dotations	Utilisations	Solde à la fin de l'exercice
<b>Subventions d'exploitation -CNR</b>	<b>1 583 001</b>	<b>573 489</b>	<b>- 444 487</b>	<b>1 712 002</b>
<i>Personnel / Renfort / Formation</i>	<i>504 325</i>	<i>55 481</i>	<i>- 96 293</i>	<i>463 512</i>
<i>Supervision - évaluation - analyse pratiques</i>	<i>78 010</i>	<i>47 149</i>	<i>- 53 430</i>	<i>71 729</i>
<i>Logiciels</i>	<i>46 300</i>			<i>46 300</i>
<i>Immos</i>	<i>171 648</i>	<i>41 379</i>	<i>- 25 279</i>	<i>187 749</i>
<i>Travaux</i>	<i>129 396</i>		<i>- 22 350</i>	<i>107 046</i>
<i>Subventions</i>	<i>88 531</i>	<i>276 072</i>	<i>- 96 150</i>	<i>268 452</i>
<i>Projet ESAT</i>	<i>9 663</i>			<i>9 663</i>
<i>Equipe Mobile</i>	<i>76 377</i>			<i>76 377</i>
<i>Renfort Sanitaire et sécurité</i>	<i>101 903</i>	<i>-</i>	<i>- 50</i>	<i>101 853</i>
<i>Séjours de répit</i>	<i>0</i>	<i>89 688</i>	<i>- 89 688</i>	<i>0</i>
<i>Projet Chat / Creche</i>	<i>158 813</i>	<i>9 000</i>		<i>167 813</i>
<i>Transport</i>	<i>21 640</i>	<i>5 000</i>	<i>- 13 925</i>	<i>12 715</i>
<i>Impact 2024</i>	<i>7 300</i>		<i>- 6 003</i>	<i>1 297</i>
<i>Aides à domicile et nuitées</i>	<i>20 046</i>	<i>3 000</i>	<i>- 2 198</i>	<i>20 847</i>
<i>QVT</i>	<i>30 207</i>	<i>41 945</i>	<i>- 4 169</i>	<i>67 983</i>
<i>Autres</i>	<i>138 843</i>	<i>4 774</i>	<i>- 34 950</i>	<i>108 667</i>
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>69 144</b>	<b>28 821</b>	<b>- 30 552</b>	<b>67 413</b>
<i>Don Foliateam</i>	<i>9 479</i>		<i>- 545</i>	<i>8 934</i>
<i>Mediation animale</i>	<i>15 249</i>		<i>- 15 249</i>	<i>-</i>
<i>Journée associative</i>	<i>15 479</i>	<i>4 250</i>	<i>- 11 229</i>	<i>8 500</i>
<i>E Road Trip</i>	<i>10 224</i>			<i>10 224</i>
<i>Autres</i>	<i>18 714</i>	<i>24 571</i>	<i>- 3 530</i>	<i>39 755</i>
<b>Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations</b>	<b>2 089 931</b>	<b>44 611</b>	<b>- 247 194</b>	<b>1 887 348</b>
<i>Projet SEAY / SI Datacenter</i>	<i>26 868</i>			<i>26 868</i>
<i>DIPA</i>	<i>188 505</i>		<i>- 6 791</i>	<i>181 714</i>
<i>Voiture</i>	<i>195 067</i>	<i>10 000</i>	<i>- 34 900</i>	<i>170 167</i>
<i>Evaluation externe</i>	<i>4 388</i>		<i>- 964</i>	<i>3 424</i>
<i>Construction</i>	<i>191 667</i>		<i>- 3 333</i>	<i>188 333</i>
<i>Travaux</i>	<i>1 067 842</i>	<i>25 325</i>	<i>- 147 841</i>	<i>945 326</i>
<i>Logiciels/Outils métiers</i>	<i>225 446</i>		<i>- 26 722</i>	<i>198 724</i>
<i>Photovoltaïque</i>	<i>77 000</i>			<i>77 000</i>
<i>QVT</i>	<i>33 164</i>		<i>- 786</i>	<i>32 378</i>
<i>Mobilier</i>	<i>10 975</i>		<i>- 6 407</i>	<i>4 568</i>
<i>Autres</i>	<i>69 009</i>	<i>9 286</i>	<i>- 19 450</i>	<i>58 845</i>
<b>TOTAL</b>	<b>3 742 076</b>	<b>646 921</b>	<b>- 722 234</b>	<b>3 666 763</b>

Les fonds dédiés représentent essentiellement le solde des crédits non renouvelables accordés pour des financements spécifiques : coopérations, formations, stagiaires, analyse des pratiques, travaux, renouvellement des immobilisations, aide à l'investissement durable...

Les provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations sont affectées en fonds dédiés.

Conformément à la réglementation comptable, les retraites financées par CNR sont dorénavant comptabilisées en Report à nouveau constitué de charges dont la prise en compte est différée.

## 2.4.6. Dettes financières

Organismes payeurs	Etablissements	Date obtention	Durée remboursement	Montant	Capital restant dû	Objet	Garantie
CAISSE DES DEPOTS	LES MUREAUX	31/12/2013	25ANS	600 000	360 749	Travaux Construction	Promesse d'affectation hypothécaire (600 000€)
CAISSE DES DEPOTS	SESSAD	23/11/2010	25 ANS	120 000	52 800	Travaux Construction	Cauton de 120000€ CDC assortie d'une promesse hypothécaire de 1er rang
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	15/10/2010	25 ANS	650 000	286 000		Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	12/01/2006	20 ANS	165 590	12 962	Acquisition d'un pavillon	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	ESAT	01/12/2020	18 ANS	1 220 000	1 025 847	Aménagement de locaux	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
				<b>2 755 590</b>	<b>1 738 359</b>		

## 2.4.7. Détail des charges à payer

Charges sociales et fiscales	
Charges de personnel & congés payés & CET	3 616 240
Charges sociales, congés payés & CET	1 336 407
Charges fiscales & congés payés & CET	396 634
<b>Total</b>	<b>5 349 281</b>

Autres Charges à Payer	
Factures non parvenue	518 855
Autres charges à Payer	14 986
<b>Total</b>	<b>533 841</b>

## 2.5.NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 2.5.1. Détail des produits comptables liés à l'activité de l'Association

Nature des financements	
Produits de la tarification	1 763 801
Dotation Globale	47 546 751
Subventions	9 848 833
Activités annexes	2 685 336
Autres produits	961 830
<b>Total Financement</b>	<b>62 806 550</b>

### 2.5.2. Legs, donations ou assurances-vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances vie	-
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	-
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>

### 2.5.3. Résultat exceptionnel et transferts de charges

Détail des charges exceptionnelles		Détail des produits exceptionnels	
Crédits non perennes accordés non utilisés au cours de l'exercice	27 033	Utilisation de crédits non perennes accordés au cours d'exercices antérieurs	11 755
Dotation Provision réglementée	0	Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat	556 055
Pénalités, amendes fiscales & sociales	2 448	Transferts de charges	649 484
		<i>Produits à recevoir Segur Etendu CD78</i>	<i>580 516</i>
		<i>Facturation Indemnité départ à la retraite CD78</i>	<i>63 514</i>
		<i>Remboursement Accident Véhicule</i>	<i>5 454</i>
Valeur comptable d'éléments d'actifs cédés	196 520	Cessions d'éléments d'actifs	62 786
Rachat Compte Epargne temps	0	Cessions Compte Epargne temps	0
Autres charges	0	Quote-part annuelle - évaluation des biens immobiliers dans le cadre des baux à construction	0
Charges sur exercice antérieur	132 671	Produits sur exercices antérieurs	235 341
<i>Charges de personnel</i>	<i>1 452</i>	<i>Charges de personnel</i>	<i>1 970</i>
<i>Ajustement loyers &amp; charges locatives</i>	<i>17 057</i>	<i>Ajustement loyers &amp; charges locatives</i>	<i>30 394</i>
<i>Formations</i>	<i>4 833</i>	<i>Formations</i>	<i>10 145</i>
<i>Frais financiers</i>		<i>Frais financiers</i>	
<i>Charges de structures</i>	<i>34 258</i>	<i>Charges de structures</i>	<i>30 200</i>
<i>Subventions/Facturation</i>	<i>73 942</i>	<i>Subventions/Facturation</i>	<i>39 970</i>
<i>Divers</i>	<i>1 130</i>	<i>Nibelis</i>	<i>122 661</i>
<b>Total Général</b>	<b>358 672</b>	<b>Total Général</b>	<b>1 515 421</b>

#### 2.5.4. Détail des contributions volontaires

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	20 421	Prestations en nature	
Prestations		Dons en nature	20 421
Personnel bénévole		Bénévolat	
<b>TOTAL</b>	<b>20 421</b>	<b>TOTAL</b>	<b>20 421</b>

La nature et l'importance des contributions volontaires en nature n'étant pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité, l'Association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature.

Cependant, sur 2024 l'association a bénéficié d'un don de mobilier dans le cadre de l'acquisition de l'hôtel de Rambouillet.

### 2.6.AUTRES INFORMATIONS

#### 2.6.1. Engagements hors bilan

##### *Engagement de retraite*

Les engagements de retraite concernent les indemnités de départ des salariés qui n'ont pas fait l'objet d'une provision pour charges.

L'engagement au titre des départs à retraite s'élève à 4 497 K€ dont 1 732 K€ sont comptabilisés dans le bilan. Les engagements de retraite hors bilan s'élèvent à 2 764 K€.

Hypothèses retenues pour le calcul de la provision « Indemnités de départ à la retraite » :

Hypothèses retenues par la SEAY	
Date d'évaluation	30/11/2024
Taux d'actualisation	3.45%
Taux d'augmentation des salaires (inflation comprise)	2%
Convention collective	Accord de branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (annexe2)
Taux de charges sociales et fiscales	57 % pour l'ensemble du personnel (50 % + 7 %)
Table de mortalité	Table de mortalité INED 2011-2013
Taux de sorties des effectifs	Courbes décroissantes par âge
Conditions de départ en fin de carrière	Départ à l'initiative du salarié à 64 ans pour l'ensemble du personnel avec versement de l'indemnité de départ volontaire soumise à charges sociales.

##### *Cautions bancaires*

L'association s'est portée caution pour les emprunts concernant les SCI Louis Massotte, SCI Jaurès Kessel, SCI Mermoz Chantiers et SCI Briand les Mureaux

- Emprunt SCI Louis Massotte : Construction d'un bâtiment d'enseignement :  
Principal : 3 120 k€ Engagement au 31.12.2024 : 2 277 k€
- Emprunt SCI Jaurès Kessel : Achat d'un bâtiment à Voisins le Bretonneux :  
Principal : 800 k€ Engagement au 31.12.2024 : 564 k€
- Emprunt SCI Mermoz Chantiers : Achat d'un bâtiment à Versailles :  
Principal : 5 990 k€ Engagement au 31.12.2024 : 4 884 k€
- Emprunt SCI Briand les Mureaux : Achat d'un bâtiment aux Mureaux :  
Principal : 549 k€ Engagement au 31.12.2024 : 415 K€

### ***Nantissements***

L'association dédit des parts faisant l'objet de nantissement au Crédit Coopératif pour 12.2 K€ au 31 décembre 2024.

Au titre de la garantie de l'emprunt de 1.22 M€ dans le cadre du financement de l'ESAT, une hypothèque conventionnelle de premier rang est consentie au profit du prêteur Crédit Coopératif à hauteur de 610 k€.

### ***Arrêts maladie et congés payés***

Dans plusieurs décisions en date du 13 septembre 2023, la chambre sociale de la Cour de cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés. Elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail. Elle lève par ailleurs la limite d'acquisition d'un an pour les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (AT/MP).

Ainsi une provision pour risque de 163 k€ a été comptabilisée dans les comptes de l'association pour les salariés ayant un contrat en cours dans l'association.

### ***Subvention d'investissement ESMS Numérique***

La subvention ESMS Numérique a été accordée en 2024, au profit d'une grappe Sauvegarde des Yvelines, Sauvegarde de Paris, Association Devenir. A ce titre, la Sauvegarde des Yvelines se voit attribuer une subvention pour le compte de ces associations partenaires, et ensuite reverse leur part. Ainsi, dans un souci de transparence, il a été décidé de comptabiliser la subvention à recevoir pour 911 k€ et constater la part de 267 k€ à reverser au profit des 2 autres associations.

#### **2.6.2. Rémunération des administrateurs**

Les administrateurs agissent dans le cadre du bénévolat. A ce titre, ils ne touchent aucun émolument.

#### **2.6.3. Ventilation de l'effectif salarié de l'association**

L'échelle des salaires entre les différentes catégories salariales est de 1 à 5.

<b>Effectif total au 31/12</b>		
<i>Somme des salariés inscrits à l'effectif le 31 décembre (tout contrat / tout temps de travail)</i>		
	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Cadres Hiérarchiques	86	85
Cadres Fonctionnels	164	168
Administratifs	84	88
Educatifs, Sociaux	305	293
Assistants Familiaux	64	64
Paramédicaux	26	29
Services Généraux	104	97
<b>TOTAL</b>	<b>833</b>	<b>824</b>
<b>(hors stagiaires et apprentis)</b>		
Stagiaires	22	32
Apprentis	24	32
<b>TOTAL</b>	<b>879</b>	<b>888</b>

#### 2.6.4. Rémunération des dirigeants

En vertu de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, le montant total des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles s'élève à 294 701 €.

#### 2.6.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 50 676 €.